Exigences de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement agricoles

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La brume sèche et le Transboundary Haze Pollution Act 2014

La durabilité des chaînes d'approvisionnement agricoles est devenue un sujet public à Singapour à cause de la brume sèche. Les incendies allumés pour défricher des terres destinées aux plantations à Sumatra et à Kalimantan ont à plusieurs reprises recouvert Singapour de fumée, notamment en 1997, en 2013 et en 2015. En 2015, le ministre de l'Environnement a estimé les pertes subies par Singapour à 700 millions de S$.[1]

Le Parlement a réagi par le Transboundary Haze Pollution Act 2014 (loi sur la pollution transfrontalière par la brume sèche), adopté le 5 août 2014 et entré en vigueur le 25 septembre 2014. La loi a une portée inhabituelle. Elle s'applique aux agissements d'entités situées à Singapour ou à l'étranger qui causent la pollution par la brume sèche à Singapour ou y contribuent, et elle vise les sociétés, y compris celles

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

qui tolèrent les brûlis pratiqués par des personnes placées sous leur contrôle de gestion.[2] Ses dispositions civiles et pénales prévoient des amendes qui s'additionnent pour chaque jour de brume sèche, jusqu'à un plafond légal.[3]

L'application de la loi s'est révélée difficile, car les preuves se trouvent en Indonésie et les autorités indonésiennes considèrent la loi comme une ingérence dans leur juridiction. Après la brume sèche de 2015, la National Environment Agency (NEA, l'agence nationale de l'environnement) a adressé des notifications à six sociétés indonésiennes. En mars 2017, elle avait clos les enquêtes concernant deux d'entre elles, tandis que quatre dossiers impliquant des fournisseurs d'Asia Pulp & Paper restaient ouverts en septembre 2021.[4] La sanction du marché a été plus rapide. Le Singapore Environment Council a suspendu temporairement l'utilisation de son Green Label par Asia Pulp & Paper, après quoi la chaîne de supermarchés NTUC FairPrice a retiré les produits du groupe de ses rayons. Ceux-ci n'y sont revenus qu'après que le groupe eut investi dans la gestion des incendies et obtenu une certification renforcée.[5] L'épisode a montré que la pression réputationnelle sur le marché domestique d'une place de négoce peut obtenir ce que le droit pénal extraterritorial peine à réaliser.

Normes privées : RSPO et engagements « zéro déforestation »

La première réponse du secteur fut l'autorégulation. La Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO, table ronde pour une huile de palme durable) a été fondée en 2004 sous la forme d'une association de producteurs, de négociants, de fabricants, de distributeurs et d'organisations non gouvernementales, avec son siège à Zurich et son secrétariat à Kuala Lumpur. Elle certifie des plantations et des chaînes d'approvisionnement selon des principes et critères qu'elle a révisés à plusieurs reprises. Les organisations environnementales lui reprochent la poursuite de la déforestation dans des zones certifiées et la faiblesse de ses contrôles.[6]

La deuxième réponse est venue des entreprises elles-mêmes. Le 5 décembre 2013, Wilmar s'est engagé à appliquer une politique « zéro déforestation, zéro tourbière, zéro exploitation », valable pour ses propres activités et pour ses fournisseurs tiers.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Cet engagement faisait suite à des campagnes d'organisations non gouvernementales, dont l'une qualifia plus tard Wilmar de plus grand et plus sale négociant d'huile de palme au monde.[7] D'autres négociants ont adopté des politiques similaires. Leur portée tient à l'extension de la responsabilité au fournisseur : un négociant qui achète auprès de milliers d'huileries doit savoir d'où provient leur fruit, ce qui fait de la traçabilité une fonction centrale de la maison de négoce.

Golden Agri-Resources illustre la pression commerciale qui sous-tend ces politiques. Vers 2010, plusieurs grands acheteurs, dont Unilever et Nestlé, ont résilié des contrats avec ses filiales à la suite de campagnes contre des pratiques non durables.[8] Un producteur coté à Singapour dépend de l'accès aux marchés de consommation d'Europe et d'Amérique du Nord, ce qui rend les exigences de ces marchés contraignantes en pratique, quoi que dise le droit du pays producteur.

Le règlement de l'UE sur la déforestation

L'Union européenne a transformé ces engagements privés en droit. Le règlement (UE) 2023/1115 relatif aux produits « zéro déforestation » couvre les bovins, le cacao, le café, le palmier à huile, le caoutchouc, le soja et le bois, ainsi que certains produits qui en sont dérivés. Les opérateurs ne peuvent mettre ces produits sur le marché de l'UE que s'ils proviennent de terres qui n'ont pas fait l'objet d'une déforestation après le 31 décembre 2020, s'ils respectent la législation du pays de production et si une déclaration de diligence raisonnée a été déposée.[9]

L'application du règlement a été reportée à deux reprises. Une modification de décembre 2024 l'a différée d'un an, et une seconde modification du 19 décembre 2025 l'a de nouveau reportée tout en modifiant les obligations de diligence raisonnée. Les grands et moyens opérateurs doivent désormais s'y conformer à compter du 30 décembre 2026, les micro et petites entreprises à compter du 30 juin 2027. La Commission a publié un réexamen de simplification le 4 mai 2026.[10]

Le règlement classe les pays producteurs selon le risque. En vertu de l'acte d'exécution du 22 mai 2025, l'Indonésie et la Malaisie relèvent de la catégorie de risque standard, tandis que Singapour est classée à faible risque.[11] Ce classement de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Singapour importe peu en pratique, car le règlement se réfère au pays où la matière première a été produite. Un négociant établi à Singapour qui vend de l'huile de palme indonésienne ou du caoutchouc malaisien à un acheteur européen doit donc fournir les données de géolocalisation et l'évaluation des risques dont son client a besoin pour déposer la déclaration de diligence raisonnée.

La Malaisie et l'Indonésie ont critiqué le règlement comme discriminatoire à l'égard de leurs petits exploitants, qui produisent une part importante de leur huile de palme.[12] Le différend place les groupes établis à Singapour dans une position délicate entre les États producteurs où ils opèrent et les marchés de consommation qu'ils approvisionnent. Le chapitre I.IV examine la relation politique avec les deux voisins.

La traçabilité comme fonction du négoce

L'effet cumulé de la législation sur la brume sèche, des normes privées et du règlement de l'UE est une transformation de la maison de négoce agricole. Les négociants investissent désormais dans la surveillance des plantations par satellite, la cartographie des huileries fournisseuses, les procédures de réclamation et les systèmes d'audit. Ces fonctions exigent des spécialistes des données, des juristes et des responsables de la durabilité en plus des négociants et des logisticiens. Singapour profite de cette évolution, car ces fonctions se concentrent dans les sièges régionaux, qui en Asie du Sud-Est se trouvent généralement à Singapour.

Les banques suivent la même logique. Les prêteurs qui financent le négoce d'huile de palme appliquent leurs propres politiques de durabilité et demandent aux emprunteurs de démontrer qu'ils respectent les engagements « zéro déforestation ». La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) attend des banques qu'elles gèrent le risque environnemental dans le cadre de leur gestion du risque de crédit, comme l'explique le chapitre K.II. La durabilité est ainsi devenue une condition du financement autant qu'une condition d'accès au marché.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Wikipedia, « Transboundary Haze Pollution Act 2014 » (consulté en novembre 2026) : épisodes de brume sèche de 1997, 2013 et 2015 ; le ministre de l'Environnement a estimé les pertes à 700 millions de S$ en 2015 ; la National Environment Agency a adressé des notifications juridiques à six entreprises indonésiennes au sujet d'incendies sur leurs terres. ↩
2. Wikipedia, « Transboundary Haze Pollution Act 2014 » (ci-dessus) : adoptée le 5 août 2014, promulguée le 10 septembre 2014 et entrée en vigueur le 25 septembre 2014. Wikipedia, « Transboundary Haze Pollution Act 2014 » (ci-dessus) : la loi vise les « firms or entities in or outside Singapore » qui contribuent à la brume sèche affectant Singapour et cible les sociétés, y compris celles qui tolèrent la pollution causée par des personnes placées sous leur contrôle de gestion. ↩
3. Transboundary Haze Pollution Act 2014, sections 5 et 6 (infractions et responsabilité civile), avec des amendes pouvant atteindre 100 000 S$ par jour de pollution par la brume sèche et 2 millions de S$ au total. ↩
4. Wikipedia, « Transboundary Haze Pollution Act 2014 » (ci-dessus) : les enquêtes concernant PT Bumi Sriwijaya Sentosa et PT Wachyuni Mandira ont été closes en mars 2017 ; en septembre 2021, quatre dossiers restaient ouverts, les quatre sociétés étant des fournisseurs d'Asia Pulp and Paper. ↩
5. Wikipedia, « Asia Pulp & Paper » (consulté en novembre 2026) : la NEA a désigné APP comme l'une des cinq sociétés pouvant être responsables de la brume sèche de 2015 ; le Singapore Environment Council « instituted a temporary restriction on the use of Singapore Green label certifications » ; NTUC FairPrice a retiré les produits d'APP ; APP a investi 100 millions de dollars US dans la gestion des incendies et ses produits sont ensuite revenus dans les rayons singapouriens. ↩
6. Wikipedia, « Roundtable on Sustainable Palm Oil » (consulté en novembre 2026) : créée en 2004 ; siège à Zurich ; secrétariat à Kuala Lumpur avec un bureau satellite à Jakarta. Wikipedia, « Roundtable on Sustainable Palm Oil »

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

(ci-dessus), qui rapporte les critiques d'ONG environnementales selon lesquelles l'expansion dans les forêts et les tourbières se poursuit même dans les zones certifiées, ainsi que celles d'organisations de défense des droits des travailleurs et du Rainforest Action Network. ↩

7. Wikipedia, « Wilmar International » (consulté en novembre 2026) : « On 5 December 2013, Wilmar committed to a No Deforestation, No Peat & No Exploitation Policy », couvrant ses propres activités et ses fournisseurs tiers. Wikipedia, « Wilmar International » (ci-dessus) : un rapport de Greenpeace de 2018 a qualifié Wilmar de « the biggest and dirtiest palm oil trader in the world » ; un rapport du WWF de 2013 a relié la société à des fruits de palmier cultivés illégalement dans le parc national de Tesso Nilo. ↩
8. Wikipedia, « Golden Agri-Resources » (consulté en novembre 2026) : vers 2010, Burger King, Unilever et Nestlé ont résilié des contrats de fourniture avec des filiales de GAR en raison de pratiques agricoles non durables. ↩
9. Commission européenne, « Regulation on deforestation-free products » (environment.ec.europa.eu, consulté en novembre 2026) : les matières premières couvertes sont les bovins, le cacao, le café, le palmier à huile, le caoutchouc, le soja et le bois ; les produits ne doivent pas provenir de terres « deforested after 31 December 2020 » ; l'acte juridique principal est le règlement (UE) 2023/1115. ↩
10. Commission européenne, « Regulation on deforestation-free products » (ci-dessus) : première modification de décembre 2024 reportant l'application ; seconde modification du 19 décembre 2025 reportant l'application et modifiant les obligations de diligence raisonnée ; application à compter du 30 décembre 2026 pour les grands et moyens opérateurs et commerçants et à compter du 30 juin 2027 pour les micro et petites entreprises ; réexamen de simplification publié le 4 mai 2026. ↩
11. Commission européenne, liste de classification des pays au titre de l'EUDR (green-forum.ec.europa.eu, consulté en novembre 2026) : Indonésie et Malaisie dans la « standard risk category », Singapour dans la « low risk category » ; risque élevé : Biélorussie, Corée du Nord, Myanmar et Russie ;

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Commission européenne, « Regulation on deforestation-free products » (ci-dessus) : acte d'exécution adopté le 22 mai 2025. ↩

12. Sur les objections communes de l'Indonésie et de la Malaisie à l'EUDR, y compris leur mission conjointe à Bruxelles en 2023 par l'intermédiaire du Council of Palm Oil Producing Countries, voir les déclarations des deux gouvernements de 2023. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com